



LA SEMAINE

**PRÈS DE SOIXANTE-DIX ANS** après la bataille de Diên Biên Phu, qui se soucie encore, en France, des soldats perdus de la guerre d'Indochine ? Après le pilonnage d'artillerie et les assauts des troupes du Vietminh, subis du 13 mars au 7 mai 1954, les morts sont désormais sous la menace des bulldozers. Juste avant le soixante-neuvième anniversaire de leur victoire, les Vietnamiens lancent, en ce mois de mars, un grand chantier sur ce site du nord-ouest du pays, à 300 kilomètres d'Hanoï. Il s'agit d'élargir la piste d'atterrissage, créée par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale et empruntée par les norias de Dakota de l'armée française quand l'état-major décida, en novembre 1953, de faire de cette cuvette entourée de collines une place forte, inexpugnable pensait-il, face à l'avancée des forces indépendantistes d'Ho Chi Minh. Les travaux d'agrandissement doivent durer sept mois et répondent à la fois aux besoins de la population dans une zone qui n'a cessé de s'urbaniser comme au souhait de développer un tourisme mémoriel en ce lieu symbolique pour la nation. Mais, selon Le Souvenir français, association dont l'une des missions est d'entretenir la mémoire et les sépultures des soldats morts pour la France, entre cent et deux cents dépouilles de combattants seraient encore enfouies dans le périmètre immédiat des travaux. La phase exploratoire menée en 2022 a déjà permis d'exhumer deux corps. Les ossements ont été étudiés par l'institut médico-légal de Hanoï. Ils ont permis de déterminer qu'il s'agissait d'hommes de type européen, porteurs de l'insigne du 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs marocains. Les spécialistes estiment qu'il s'agirait de deux gradés du bataillon du



Sur le site de Diên Biên Phu, les tombes anonymes de deux soldats français, tués en 1954, dont les corps ont été découverts en 2022.

## À DIÊN BIÊN PHU, LA PATRIE NON RECONNAISSANTE.

Des centaines de corps de combattants français reposent encore sur le site de l'ultime bataille de la guerre d'Indochine, en 1954. Mais, contrairement aux Américains, Paris ne cherche pas à les identifier pour les rapatrier.

Texte Benoît HOPQUIN

commandant Nicolas. Ne manque que leur nom. Les restes, toutefois, n'ont pas été réclamés par la France. Et ont été inhumés, dans deux tombes, dignes mais anonymes, sur place. Au total, entre 1 200 et 1 300 soldats du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (Français, légionnaires ou troupes coloniales et supplétives) seraient enterrés dans des fosses communes ou ensevelis pêle-mêle sur le site d'une bataille qui fit 4 000 morts dans leurs rangs. Parmi les 12 000 prisonniers faits par le Vietminh, deux tiers mourront dans les camps de « rééducation » et seront enterrés dans des charniers. Du côté des forces d'Ho Chi Minh, les pertes sont estimées entre 4 000 et 8 000 morts, selon les sources. Régulièrement, des corps des deux camps sont détectés, au fil de l'extension de la ville voisine de Diên Biên.

Si les États-Unis multiplient, depuis la fin de leur engagement militaire, en 1975, les missions au Vietnam afin de retrouver les dépouilles de leurs soldats (on en dénombre à ce jour plus de 500, qui ont permis de récupérer 80 % des disparus), « la France ne fait pas ce travail », regrette Serge Barcellini, président général du Souvenir français et contrôleur général des armées. En 1954, juste après les accords de Genève, signés en juillet, qui consacraient le retrait français d'Indochine, des corps ont bien été rapatriés puis soit inhumés dans le cimetière militaire de Fréjus (Var), soit rendus aux familles. Mais, depuis, aucune fouille d'envoie n'a été entreprise et, officiellement, seules vingt-cinq nouvelles dépouilles, découvertes au hasard de chantiers d'infrastructures, ont été mises au jour et rapatriées en France. La mauvaise conscience coloniale n'est,

sans doute, pas étrangère à cette indifférence. Dans un courrier adressé le 3 mars à Patricia Mirallès, la secrétaire d'État chargée des anciens combattants et de la mémoire, Le Souvenir français demande donc que soit missionnée une équipe d'archéologues afin d'épauler leurs collègues vietnamiens dans une campagne de fouilles, rendues urgentes par l'annonce du chantier. « Nous tenons à vous alerter sur les risques de profanation des corps des combattants des armées françaises que ces travaux vont entraîner », affirme ce courrier. L'association, qui se dit prête à endosser les frais, reprend à son compte une proposition de Frédéric Pécourt, archéologue à l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Ce spécialiste du Vietnam suggère de proposer au gouvernement d'Hanoï une campagne de fouilles en commun. « Il est indispensable pour le devoir de mémoire de récupérer dans des conditions exemplaires les dépouilles de nos braves, écrit-il. Il est également d'un intérêt historique de pouvoir entreprendre une collaboration avec le gouvernement vietnamien sur le sujet de la réconciliation. » L'aspect diplomatique est évidemment essentiel. L'ambassade du Vietnam en France explique n'avoir « aucune information précise » dans ce dossier. Le secrétariat d'État français aux anciens combattants n'a pas donné suite à nos demandes. Une mission d'archéologues français à Diên Biên Phu verra-t-elle le jour ? Pour Le Souvenir français, le devoir moral s'impose. « On ne peut pas envoyer des gens se battre et mourir pour la France sans que leurs dépouilles aient, en retour, le respect de la nation, estime Serge Barcellini. Ce serait la faire mourir deux fois. »

Le Mai Hông